Milieu carcéral

Un rapport dénonce les souffrances des employés pénitentiaires

La Commission de contrôle de gestion s'inquiète des conditions de travail des fonctionnaires actifs dans les prisons.

Fedele Mendicino

La sous-commission pénitentiaire de la Commission de contrôle de gestion du Grand Conseil dresse un bien triste tableau des conditions et des rapports de travail dans le monde de la détention à Genève. Hier matin, lors d'une conférence de presse, les députés ont présenté leur rapport faisant état d'une grande souffrance de nombreux cadres et collaborateurs au sein des différents établissements carcéraux du canton.

Auditionnés l'an dernier, les fonctionnaires ont dénoncé aussi bien la réforme «Ambition», ardemment défendue par la hiérarchie en 2021, que le style de management de la direction de Champ-Dollon et celui de l'Office cantonal de la détention (OCD), «coupé des réalités du terrain».

«Nous avons demandé qu'un audit RH (ressources humaines) de la direction générale de l'OCD soit effectué, confirme la députée Nicole Valiquer Grecuccio, présidente de la sous-commission. Même si aujourd'hui la situation s'est apaisée et que la réforme a été abandonnée, du moins dans sa version initiale, l'État doit encore engager deux personnes pour diriger Champ-Dollon et l'OCD puisque les dirigeants de l'époque sont partis. Nous souhaitons que notre travail serve à orienter le choix d'un profil adapté pour ces deux postes afin de pacifier le management et établir une politique pénitentiaire pour la législature à venir.»

Mauro Poggia avisé

Les premières tensions, révélées en été 2021 dans nos colonnes, commencent avec une lettre de cadres pénitentiaires adressée au magistrat de tutelle, Mauro Poggia. L'ex-directeur de Champ-Dollon de l'époque passe plus temps à mettre en place une réforme que de diriger la prison, déplorent en substance les personnes interrogées par la sous-commission. «Les collaborateurs n'étaient pas réfractaires au changement, assure le député Daniel Sormanni. Ils étaient réfractaires aux méthodes.»

> «La gestion RH n'a pas pris en compte les alertes successives émises par les psychologues sur le terrain ou par les collaborateurs eux-mêmes.»
>
> **Nicole Valiquer Grecuccio**
> Présidente de la sous-commission pénitentiaire de la Commission de contrôle de gestion du Grand Conseil

À deux reprises, les députés ont alerté «un Mauro Poggia très à l'écoute» car ils craignaient pour la santé de certains employés auditionnés «qui craquaient et qui s'effondraient». L'un d'eux a même eu des idées suicidaires. Il faut dire que le climat de travail était particulièrement délétère.

Témoignages accablants

La sous-commission cite un témoignage d'un membre des RH qui aurait présenté un organigramme tout en affublant de noms d'oiseaux certains fonctionnaires y figurant: «con», «tire-au-flanc» «pas fiable» «déloyal». Par ailleurs, de nombreux cadres entendus affirment avoir été traités «d'incompétents», «de vieux dinosaures», «de Gaulois de Puplinge qui commence à faire chier» *(ndlr: la prison de Champ-Dollon se trouve à Puplinge)*. Des faits contestés par les cadres RH interrogés par la suite par la sous-commission.

Qu'à cela ne tienne, la gestion des ressources humaines était manifestement défaillante, concluent les députés, précisant avoir des témoignages concordants. «Nous aurions pu éviter toutes ces souffrances constatées en recourant au dialogue», déplore Nicole Valiquer Grecuccio. La gestion RH n'a pas pris en compte les alertes successives émises par les psychologues sur le terrain ou par les collaborateurs eux-mêmes.»

En outre, toujours d'après les témoignages recueillis, il est relevé «un manque de solidarité entre les établissements, car l'OCD, située aux Acacias, ne joue pas le rôle de lien»: «Environ 90% des collaborateurs de la direction générale n'ont jamais travaillé dans le pénitentiaire et ne savent donc pas comment se passe la gestion des personnes détenues.»

En conclusion de son document d'une quarantaine de pages, la sous-commission a formulé ses recommandations. Parmi elles, «garantir la formation continue des employés et assurer un suivi des demandes», «fournir un rapport annuel sur les problématiques de santé et sécurité au travail et sur les mesures prises par les RH», «mieux tenir compte des remarques des gens du terrain et des professionnels qui sont au contact des réalités de l'institution pénitentiaire». Le futur ministre chargé de la prison est averti…

Avocat de plusieurs employés, Me Romain Jordan de conclure: «Ce rapport fait froid dans le dos. Il confirme en tous points ce que mes clients ont dénoncé sans être écoutés avant ce jour. La commission demande que le directeur adjoint de Champ-Dollon *(ndlr: déplacé en pleine crise en décembre 2021)* soit réintégré dans ses fonctions: Mauro Poggia doit le faire.»

La Ville de Genève lance une campagne pour respecter le travail de la Voirie

Déchets

Des portraits d'employés de ce service municipal seront exposés pour inciter à limiter le littering.

En mettant des visages et des noms sur les employés de la Voirie, la Ville de Genève espère mieux incarner ce service très sollicité. Une campagne de sensibilisation commence dès ce mardi avec l'exposition de portraits des collaborateurs en divers lieux de l'espace public: le parvis du parc des Bastions, côté place Neuve, le passage de la Monnaie, à Bel-Air, et le quai Wilson devant les Bains des Pâquis.

Un effort «minimum»

Un des objectifs est de «dire à la population de respecter leur travail en faisant le minimum: mettre ses déchets à la poubelle, décrit la maire de Genève, Marie Barbey-Chappuis. D'autant plus qu'il y a beaucoup plus de poubelles à Genève que dans d'autres villes.» L'effort n'est donc pas très grand pour en trouver une à proximité. D'où le slogan de la campagne: «Ils font le maximum, faites le minimum.»

Une galerie de portraits de salariés de la Voirie est visible sur le parvis du parc des Bastions. KEYSTONE/SALVATORE DI NOLFI

Quelque 60'000 tonnes de déchets sont collectées chaque année sur le territoire de la Ville de Genève, dont 5000 au sol et dans la rue. On estime qu'un tiers des déchets est encore jeté au sol au lieu d'une poubelle. Quotidiennement, la Voirie de la Ville de Genève entretient plus de 4 millions de mètres carrés, soit 1000 terrains de football.

«Chaque jour, 335 collaborateurs s'activent dès l'aube, lorsque vous et moi dormons encore, pour nettoyer nos rues, relève l'élue du Centre, chargée du Département de la sécurité et des sports. Par un jour de bise comme aujourd'hui, alors qu'on se réjouit tous d'aller se réchauffer au bureau, eux travaillent dehors.»

> «Chaque jour, 335 collaborateurs s'activent dès l'aube, lorsque vous et moi dormons encore, pour nettoyer nos rues.»
>
> **Marie Barbey-Chappuis**
> Maire de Genève

Huit cents amendes

Le dispositif estival va être enclenché pour augmenter le nombre de poubelles et de containers sur l'espace public, très fréquenté à la belle saison; 50 écopoints supplémentaires seront installés. Ces espaces de tri sont à disposition pour le recyclage, «donc il n'y a pas d'excuses pour ne pas faire le geste juste».

Voilà pour l'aspect prévention. Et du côté répression? Huit cents amendes auraient été délivrées en 2022. Ces contraventions se situent généralement entre 100 et 150 francs.

Sophie Simon

PUBLICITÉ